

Apprentissages

Pour

Progresser

Projet RECHANG E

Livre t de c a p i t a l i s a t i o n

Éditeur: **Caritas Africa**

Site web <https://caritas-africa.org/>

Auteur: **Sélim Tbnouga (Théo) BADONTE,**
Mars 2021

Ce livre a été réalisé avec les ressources de l'UE. Il ne reflète pas l'opinion de la Commission Européenne. Le contenu n'engage que son auteur.

Sommaire

Préface	3
INTRODUCTION	4
I. SAVOIR-FAIRE CONSORTIUM	6
II. BONNES PRATIQUES PARTAGEABLES DES ACTEURS DE TERRAIN	9
2.1 Togo : Des bénévoles communautaires et prise en mains communautaire des réponses aux urgences par la communauté	9
2.2 RDC : Riposte anti Ebola, Conscientisation par l'exemple des Evêques	15
2.3 Burundi : Transfert Monétaire et Dignité des Bénéficiaires	23
2.4 Sénégal: Approche Ménage et Résilience des populations vulnérables	28
2.5 Rwanda: Des jeunes motivés pour le volontariat	33
NOTE DE CONCLUSION GENERALE	36

Préface

« Personne n'allume une lampe pour la mettre dans un lieu caché ou sous le boisseau, mais on la met sur le chandelier, afin que ceux qui entrent voient la lumière » (Luc, 11 :33).

Le présent livret de capitalisation est le résultat des efforts de plusieurs personnes. Caritas Africa exprime tout d'abord sa gratitude à toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à l'édition du présent ouvrage.

Nous remercions sincèrement les cinq Référents techniques du projet RECHANGE à savoir : Martin Komla KUTOWOGBE de l'OCDI, Caritas Togo, Emmanuel BOFOE de Caritas Congo ASBL, Diomède GIRIGI de Caritas Burundi, Jean Philippe Diouf de Caritas Sénégal et Thérèse Nduwamungu de Caritas Rwanda qui ont élaboré les drafts ayant servi de base à la production de ce livret de capitalisation. Sans eux, le présent recueil d'apprentissages n'aurait pas pu être réalisé. Sans le profond et sincère dévouement de ces référents techniques du projet RECHANGE de cinq des six Caritas nationales partenaires du projet, les expériences relatées dans le présent ouvrage seraient méconnues.

Nos remerciements vont à Silvia HOLZER de Caritas Autriche, Nha Truc LE de Caritas Vlaanderen/ Caritas in Belgium et Pierre HOTONYO du Secrétariat Exécutif Régional de Caritas Africa dont les réflexions ont permis de recueillir et de mettre en relief les leçons apprises du consortium créé lors de la conception et de la mise en œuvre du projet RECHANGE.

Mention spéciale au Consultant Sélom Tonouga BADONTE qui a su coacher toutes les contributrices et tous les contributeurs de ce produit de capitalisation. Vous avez puisé de votre expérience les ressources, les outils et le savoir faire-faire approprié pour motiver les contributrices et les contributeurs et surtout les amener à croire en leurs capacités et aptitudes à rendre intelligibles et partageables les expériences qu'ils et elles ont générées dans la mise en œuvre du projet RECHANGE. Cette ressource, nous l'espérons, pourra être une source d'inspiration pour les Caritas nationales qui ont mis en œuvre le projet RECHANGE et d'autres Caritas Nationales membres de Caritas Africa dans leurs efforts d'amélioration continue des compétences pour répondre aux catastrophes, réduire leurs conséquences sur la vie des populations vulnérables affectées et contribuer à la résilience de ces dernières.

Albert MASHIKA

Secrétaire Exécutif Régional Caritas Africa

INTRODUCTION

Tirer les enseignements des expériences de projet est essentiel pour favoriser l'amélioration des pratiques et les innovations au sein de toute organisation.

Rester focaliser sur la performance, c'est courir le risque de l'essoufflement. Lever la tête du guidon, s'accorder des temps de réflexion sur son agir, permettent de prendre du recul pour donner du sens à ce qui se fait et pour faire mieux.

Les acteurs du projet RECHANGE ont observé cette pause-réflexion pour faire émerger et partager les apprentissages issus de la mise en œuvre du projet RECHANGE. Auparavant, des regards croisés des personnes-clés du consortium, ont mis en relief les conditions nécessaires qui ont contribué à l'amélioration des synergies entre les membres du consortium qui a porté la conception et la mise en œuvre du projet RECHANGE.

L'objectif poursuivi par le processus de capitalisation du projet RECHANGE est d'abord et surtout : de fournir aux acteurs du projet un temps de recul, de distanciation et l'accompagnement requis pour établir des retours d'expériences.

En s'engageant dans ce processus, Caritas Africa traduit sa volonté d'être une organisation apprenante qui met à disposition des Organisations Membres l'espace et l'accompagnement requis pour identifier, interroger des connaissances et savoir-faire acquis aux fins d'améliorer leurs pratiques professionnelles et concourir à l'efficacité organisationnelle de toutes les Organisations Membres. L'autre pendant du processus est de mettre les acteurs de terrain en posture de capitaliser sur ce qui peut être partagé, transmis ou transposé de la mise en œuvre du projet RECHANGE, une initiative de renforcement des capacités de secours d'urgence et de gestion de volontaires.

Selon Pierre De Zutter, la capitalisation est : « **Le passage de l'expérience à la connaissance partageable** » Cette définition renvoie aux idées suivantes :

- **Passage** : De transformation et de cheminement. On va reparcourir ce que l'on a fait et ce faisant, on entre dans un processus d'apprentissage.
- **De l'expérience** c'est-à-dire que le vécu des acteurs est au cœur du processus. La capitalisation des expériences est donc un processus participatif, où les principaux acteurs qui ont travaillé sur l'expérience sont les auteurs des récits des expériences.
- **Connaissance** renvoie à : savoirs et savoir-faire individuels et collectifs. On va tirer des leçons et des connaissances à réinvestir dans les pratiques.
- **Partageable** : un des buts de la capitalisation est de partager ce que l'on a appris de ces expériences pour améliorer les actions en cours et les actions futures.

Le livret s'articule autour de deux thématiques :

- Des clés pour établir un consortium efficace
- Les bonnes pratiques développées et/ou renforcées en matière de réponses aux urgences par cinq des six Caritas nationales parties prenante du projet RECHANGE.

Le projet RECHANGE dispose d'une histoire riche en collaboration et apprentissages au niveau des Caritas porteuses du projet et au niveau des Caritas nationales qui ont mis le projet en œuvre.

Le livret expose les principaux facteurs que Caritas Africa, Caritas Autriche et Caritas Vlaanderen-Belgique ont identifiés comme facteurs décisifs pour savoir faire consortium. Les regards et les points de vue sur « comment travailler ensemble » ont permis de capter les conditions nécessaires pour développer, renforcer le dialogue multi-acteurs ainsi que les conditions nécessaires pour accroître les synergies entre les membres d'un consortium. Les leçons apprises pour faire consortium constituent le premier volet du livret.

Le second volet du livret est consacré aux récits d'expériences considérées par l'OCDI- Caritas Togo, Caritas Congo ASBL, Caritas Burundi, Caritas Sénégal et Caritas Rwanda, comme de Bonnes Pratiques ayant de forts potentiels de ré-utilisation.

Les leçons apprises de ces bonnes pratiques sont partagées pour aider d'autres Organisations Membres de Caritas Africa à mieux servir les personnes affectées et/ou concernées par les effets de la survenue des crises et des catastrophes naturelles ou provoquées par des conflits.

La question-clé ayant guidé la narration des récits des bonnes pratiques est : « quels sont les facteurs et les acteurs décisifs ayant favorisé l'émergence et la réussite de la Bonne Pratique » identifiée par les auteurs des récits?

L'ambition qui sous-tend ce questionnement est d'amener les narrateurs des récits à cerner et expliquer le « comment » de l'émergence de la bonne pratique et de fournir des repères à celles et à ceux qui aimeraient répliquer, adapter et/ou adopter la bonne pratique dans d'autres contextes. Les contributeurs ont été accompagnés pour réfléchir sur leurs expériences, leurs savoir-faire pour en tirer des apprentissages partageables. L'approche adoptée a été de laisser les contributeurs choisir eux-mêmes la pratique à exploiter mais en dialoguant avec eux. Les drafts de récits furent revus et amendés conjointement avec les contributeurs des cinq Caritas nationales (Togo, RDC, Burundi, Sénégal et Rwanda). On capitalise des expériences. Par conséquent, la capitalisation va privilégier les actions passées et s'interroger sur les leçons à tirer des expériences des acteurs du projet RECHANGE.

« Si tu veux aller vite, marche seul mais si tu veux aller loin, marchons ensemble. » Proverbe Africain.

I. SAVOIR-FAIRE CONSORTIUM

DES CLÉS POUR SAVOIR -FAIRE CONSORTIUM

Contexte

Chaque année de nombreux pays africains au sud du Sahara sont confrontés à des catastrophes naturelles telles que les sécheresses, les inondations, les épidémies et des conflits intercommunautaires violents. Les Caritas africaines figurent parmi les premières organisations vers lesquelles les personnes sinistrées se tournent pour leur prise en charge intégrale. Soulager les souffrances, sauver des vies et cultiver l'espérance pour la reconstruction holistique des femmes, des hommes et de communautés entières requièrent des compétences à la fois techniques et de cœur. Aucune organisation toute seule ne saurait construire et/ou renforcer les capacités des associations Caritas d'Afrique.

Aussi la constitution de consortium fut-elle perçue par Caritas Africa, Caritas Autriche et Caritas Vlaanderen Belgique comme la forme appropriée de partenariat pour contribuer à améliorer les capacités de secours d'urgence et de gestion des volontaires de six associations Caritas d'Afrique francophone dans le cadre du projet RECHANGE.

Les organisations membres du consortium porteur du projet RECHANGE partagent ici quelques clés sur comment mettre en place un consortium. Les membres du consortium partagent les leçons sur comment faire consortium et le faire fonctionner sans accroc. Les regards sont portés sur le consortium et non sur le projet RECHANGE lui-même.

Avoir en partage une vision

Toutes les organisations membres du consortium appartiennent à la confédération Caritas Internationalis. Les organisations membres du consortium ont en commun la vision énoncée par Caritas Internationalis. Par conséquent, les acteurs-clés des organisations membres du consortium reconnaissent qu'ils disposent d'un socle de valeurs partagées. Les principes, les valeurs et les missions des organisations membres du consortium sont tous focalisés sur le service de qualité à offrir aux personnes vulnérables en l'occurrence les personnes affectées par les catastrophes, les crises et les conflits. L'existence de règles communes en l'occurrence les Normes de Gestion de Caritas Internationalis, d'outils communs comme le Toolkit des urgences et d'outils techniques comme (SAPI Finance) ont raffermi la collaboration et la mutualisation des ressources aux fins de faire fonctionner efficacement le consortium.

Soigner la qualité des relations interpersonnelles des personnes-clés

La coopération fraternelle a pu avoir cours dans le consortium parce que les personnes-clés des organisations membres du consortium se sont départies de tout esprit de rivalité. Le consortium a bien fonctionné parce que chaque membre du consortium avait la conviction que l'autre membre lui apporte autant que lui aussi apporte au collectif. Caritas Autriche a apporté au consortium l'expérience acquise avec EU Aid Volunteers dans le cadre de projets antérieurs tout comme Caritas Vlaanderen Belgique a enrichi le consortium avec les connaissances qu'elle a développées en gestion de volontaires et Caritas Africa a conforté le consortium avec sa fine connaissance des réalités et des problématiques des Caritas Nationales africaines.

Le respect mutuel et l'attention bienveillante à l'autre, reconnaissent les acteurs contactés, ont créé la confiance, moteur d'une relation partenariale de qualité entre les organisations membres du consortium.

Mettre en place des structures simples et flexibles

Les structures définies de manière consensuelle par les organisations membres du consortium appuient des processus rapides, efficaces et efficaces. Les structures insufflent la synergie en canalisant les expertises et les ressources des organisations membres du consortium aux fins de réaliser les objectifs fixés de commun accord par les membres du consortium et ce pour améliorer les stratégies de vie et de survie des populations vulnérables. La souplesse permet l'adaptabilité aux changements imprévus. Les structures sont adaptables au changement.

La souplesse des structures mises en place par le consortium porteur du projet RECHANGE, a favorisé leur adaptabilité. Flexibilité et adaptabilité ont permis une

révision rapide du planning des activités pour surmonter les difficultés induites par la pandémie de Covid19. Les structures mises en place stimulent la synergie en prenant ce que chacune des organisations membres du consortium a de mieux pour le mettre au service de l'action commune, dans le cas d'espèce, le projet RECHANGE.

Mettre en place un cadre de concertation

Le partenariat idéal, c'est d'abord une communication régulière et puis une confiance réciproque. L'espace de concertation permet le contact humain et à défaut le contact virtuel pour échanger, et avoir le même niveau d'informations sur ce que l'on fait ensemble. Le cadre de concertation permet de faire collectivement et de manière transparente des points d'étapes. Le consortium porteur du projet a mis en place un tel type de cadre de concertation qui a su ajuster à temps le planning du projet pour faciliter l'atteinte des résultats escomptés.

**Pierre Hotonyo, Chef Projet
Caritas Africa**
**« La coordination du consortium
assurée par Caritas Autriche avec
beaucoup de souplesse et de
flexibilité a permis de faire face
aux difficultés occasionnées par
l'arrivée brusque de la pandémie de
covid 19 »**

S'engager ensemble oblige à connaître les risques et les difficultés de l'autre partie et chercher ensemble à surmonter les difficultés afin d'avancer. Le dialogue permanent et franc permet de cerner les failles et de possibles dysfonctionnements du consortium de manière précoce. Ensemble, l'on traite les dysfonctionnements pour éviter le handicap majeur de toute relation qu'est la méfiance. La concertation régulière, en présentiel ou en mode virtuel, permet de co-construire des attitudes positives comme : partager ensemble tant les succès que les échecs du projet ou du programme porté par le consortium.

**L'expérience acquise avec le bailleur de fonds (EUAV/ EACEA) a été utile. Elle a permis de déterminer quelles idées de projet avaient le plus de chance d'être soumises et acceptées par le bailleur ;
Sylvia HOZLER, Chef projet, Caritas Autriche**

Les concertations contribuent au partage de savoirs et de savoir-faire tirés des expériences de chacune des organisations membres du consortium pour œuvrer de concert et faire plus de différences dans la vie des publics cibles directs de communautés que l'on veut servir. Les concertations régulières permettent également d'éviter la duplication des ressources, du temps et des efforts consacrés à un projet.

Selon les regards croisés des acteurs du consortium, le projet de renforcement des capacités de secours d'urgence et de gestion des volontaires, RECHANGE, a été nourri des enseignements des expériences acquises par les organisations membres du consortium dans d'autres projets de renforcement des capacités réalisés ailleurs, notamment en Asie.

Clarifier les rôles et faire vivre les complémentarités

Les rôles et responsabilités sont basés sur les avantages distinctifs de chacune des organisations membres du consortium. Les rôles doivent être clairs, simples, logiques, faciles à comprendre, documentés et définis de façon transparente. La composante majeure d'un effort inter-agence consiste à identifier « qui sera responsable de quoi ». Les organisations qui tentent de créer un consortium doivent prendre conscience du fait que chaque organisation, membre du consortium doit assumer un rôle spécifique.

Caritas Autriche, Caritas Vlaanderen et Caritas Africa ont su combiner leur complémentarité au sein du consortium créé qui a porté le projet RECHANGE. Nha Truc LE : « Caritas Autriche a apporté son expertise dans l'humanitaire et sa familiarisation de réponses aux appels d'offre du bailleurs ; Caritas Belgique a apporté son expertise de la gestion des volontaires et Caritas Africa sa maîtrise des besoins des Caritas nationales d'Afrique ».

II. BONNES PRATIQUES PARTAGEABLES DES ACTEURS DE TERRAIN

2.1
TOGO

BÉNÉVOLES COMMUNAUTAIRES ET PRISE EN MAINS DES RÉPONSES AUX URGENCES PAR LA COMMUNAUTÉ

Contexte

L'OCDI/Caritas-Togo a été souvent pris de court par la survenue des catastrophes naturelles (inondations, conflits intercommunautaires et épidémies/épizooties) qui surgissent par intermittence au Togo. L'OCDI-Caritas-Togo avait tendance à intervenir comme prestataire d'assistance en vivres et non vivres. Aussi était-elle perçue comme « un fournisseur d'assistance » et la communauté comme « un receveur d'assistance ».

L'autodiagnostic du mode d'intervention de l'OCDI-Caritas-Togo a relevé des insuffisances. La structure ne disposait pas de bénévoles qualifiés et organisés pouvant apporter des accompagnements appropriés aux personnes affectées par les catastrophes et les crises. Pis encore, aucune action n'était menée pour susciter et renforcer des compétences de bénévoles au sein des communautés pour une prise en mains par les communautés des réponses aux urgences et aux crises périodiques qui affectent les communautés. Après avoir découvert les limites d'une pratique de réponse aux urgences purement « technique », ponctuelle et non prise en mains par les communautés affectées par les catastrophes et les conflits intercommunautaires, Caritas-Togo a choisi d'investir dans la constitution et le renforcement de capacités de bénévoles communautaires. L'innovation a permis à l'OCDI-Caritas Togo de constituer au sein des communautés des femmes et des hommes qui ont su réagir rapidement et efficacement aux situations d'urgences auxquelles les populations de Kara au Nord Togo et d'Anèho au sud Togo ont fait face en 2019 et en 2020.

La bonne pratique

Un trait essentiel de la bonne pratique est la responsabilisation et l'encouragement à une forte participation des communautés à la préparation et aux réponses aux urgences provoquées par les crises et les catastrophes. Les réponses aux urgences sont prises en mains par les communautés.

Le choix des bénévoles communautaires est laissé conjointement aux Paroisses et aux Organisations Communautaires de base. L'OCDI-Caritas-Togo renforce les compétences des femmes et des hommes identifiés pour agir. Le renforcement des compétences des bénévoles communautaires se fait à l'aide des outils de gestion de situations d'urgences appris lors des formations initiées par le projet RECHANGE. Ces outils ont été simplifiés pour faciliter leur maîtrise par les bénévoles communautaires.

Les étapes essentielles de la prise en mains des interventions en cas d'urgence par les communautés sont :

- ✓ Identification des Organisations Communautaires de base et des Caritas paroissiales
- ✓ Formation des bénévoles identifiés par les Organisations communautaires et les Caritas paroissiales
- ✓ Evaluation initiale rapide de la situation de crise au niveau des communautés affectées
- ✓ Choix des publics cibles les plus affectés par la situation de crise par les Organisations communautaires et les Caritas paroissiales
- ✓ Détermination conjointe des ressources à allouer aux sinistrés notamment les plus vulnérables.
- ✓ Assignation d'un rôle précis à chaque partie prenante de la réponse communautaire à la crise qui sévit.

Incidences majeures de la Bonne Pratique

La mise en œuvre de la pratique novatrice de réponse communautaire aux situations d'urgence a permis aux 996 personnes sinistrées des inondations et aux 5486 déplacés internes des conflits intercommunautaires de 2019 et 2020, respectivement dans les diocèses d'Aného et de Kara, de bénéficier d'une prise en charge rapide en termes d'information, d'éducation, de communication et d'assistance en vivres et non vivres.

L'OCDI/ Caritas-Togo qui est la faitière du réseau national des Caritas au Togo a été saisie en temps réel de la survenue des situations de crises inhérentes aux conflits intercommunautaires et aux inondations dans les deux diocèses affectés.

Les communautés ont participé aux efforts de collecte de ressources à mettre à la disposition des personnes sinistrées.

Les communautés ont contribué aux efforts de prise en charge des personnes sinistrées non seulement en ressources matérielles et main –d'œuvre (bénévoles) mais aussi d'idées.

Les services offerts par l'OCDI/ Caritas-Togo ne sont plus seulement limités à l'assistance en vivres et non vivres. Ils ont été adaptés à la fois aux besoins des communautés affectées par les crises et compatibles avec les ressources locales.

Le réseau OCDI/ Caritas-Togo et les communautés disposent de bénévoles bien formés pour répondre rapidement et efficacement aux crises et aux catastrophes.

Au-delà de l'aide immédiate, la conscientisation pour la transformation pacifique des conflits intercommunautaires est poursuivie dans les assemblées villageoises au niveau des communautés.

Il y a une évolution de la perception de l'OCDI/ Caritas –Togo qui n'est plus perçue uniquement comme un « fournisseur d'assistance décalée » par rapport aux situations d'urgence.

Facteurs clés de succès de la bonne pratique

- L'un des facteurs clés de réussite de la bonne pratique selon les déclarations des bénévoles communautaires est la motivation qu'a suscité le renforcement de leurs compétences pour agir promptement, rapidement et avec efficacité. Les bénévoles communautaires étaient disposés à apprendre pour mieux servir leurs frères et sœurs sinistrés.
- La bonne pratique a été aussi favorisée par la culture de bénévolat développée par les OCDI/ Caritas paroissiales.
- L'appui technique et financier du projet RECHANGE a été un apport déterminant dans la réussite de la prise en mains communautaire des réponses d'urgence mises en œuvre dans les diocèses de Kara et d'Aného au Togo en 2019 et en 2020.
- La coopération des leaders des organisations communautaires ainsi que le feu vert des autorités politiques et administratives de Kara et d'Aného ont également été des facteurs clés de la réussite de la bonne pratique initiée par OCDI/ Caritas-Togo.
- L'engagement des bénévoles communautaires est également l'un des facteurs clés de la réussite de la bonne pratique.

Parties prenantes

Le Service Coordination Santé, Assistance et Secours d'Urgence du Secrétariat National de l'OCDI/ Caritas Togo a été le concepteur de la bonne pratique. Les Secrétaires Généraux des OCDI/ Caritas diocésaines et des leaders des Organisations Communautaires de Base ont alimenté les réflexions sur la faisabilité et l'appropriation de la bonne pratique par les communautés. La cheville ouvrière de la bonne pratique fut les bénévoles communautaires que l'on peut considérer comme des prestataires de services de la communauté en situation de crises ou de catastrophes.

Les institutions, partenaires et les donateurs concernés par la bonne pratique sont : les communautés à travers les organisations communautaires de base, CRS Togo, Care International Bénin-Togo, Plan Togo, Croix Rouge Togo, Ministère de l'Action Sociale.

Les bénéficiaires de la bonne pratique sont d'abord les communautés affectées par les conflits intercommunautaires et les inondations. En deuxième ligne OCDI/ Caritas-Togo a bénéficié de la bonne pratique.

Les enseignements tirés de l'expérimentation de la bonne pratique dans les diocèses de Kara et d'Aného au Togo ont amélioré l'efficacité des interventions en situation d'urgence de l'OCDI/ Caritas-Togo.

La méthodologie appliquée fut :

- ✓ Renforcement des capacités techniques des acteurs au niveau national, diocésain et communautaire sur les principes humanitaires (CHS, SPHERE, CI Toolkit, inclusion et protection dans l'aide humanitaire entre autres)
- ✓ Responsabilisation et participation des leaders communautaires et des Caritas paroissiales.
- ✓ Formation des bénévoles sur les paroisses des zones des communautés à risque.
- ✓ Conscientisation des communautés sur les avantages de la transformation pacifique des conflits.

Leçons apprises

- Se tenir prêt à intervenir de manière rapide, appropriée et efficace en cas d'urgence nécessite des femmes et des hommes disponibles et bien formés surtout au niveau communautaire où vivent les personnes sinistrées et les personnes qui accueillent et offrent effectivement les premiers secours aux personnes affectées par les crises et les catastrophes.
- La responsabilisation et la mise en première ligne des communautés permettent de prendre en considération les différences de l'acuité des effets des crises et des catastrophes sur les femmes, les jeunes et les personnes handicapées pour pouvoir offrir à ces catégories sociales un accompagnement différencié et approprié.
- On obtient la participation de la communauté que si on associe les leaders communautaires, les organisations communautaires à toutes les phases du cycle de gestion des crises et des catastrophes.
- Les réponses aux urgences purement « techniques, ponctuelles » non prises en main par les communautés et sans perspective de relèvement ne contribuent pas au renforcement de la résilience des populations.
- La pratique novatrice est d'abord expérimentée à une échelle réduite avant son passage à échelle. Au Togo, sur sept Diocèses, la prise en mains des secours d'urgence par les communautés fut expérimentée dans deux Diocèses, ceux de Kara et d'Aného.

Conseils pour l'adaptation et la réutilisation de la bonne pratique

Pour s'assurer de l'intérêt et la coopération des leaders communautaires, des sensibilisations en paroisses et en dehors des paroisses sont nécessaires. La communauté ne participe véritablement que lorsqu'elle est informée, qu'elle voit clairement ce qu'elle doit faire pour soulager les souffrances physiques et psychologiques des personnes sinistrées par les catastrophes et les crises.

La question-clé est alors : qui dans la communauté et qui d'autres devront être impliqués dans des réponses aux urgences prises en mains par la communauté ? L'implication de tous et de toutes n'est pas toujours réalisable ou réaliste. Il sera donc nécessaire de laisser la latitude aux leaders communautaires, aux groupes ou organisations communautaires de la base de désigner ceux et celles qui seront effectivement impliqués dans les interventions de réponses aux urgences. Le réseau de bénévoles communautaires a été constitué de manière concertée entre les paroisses, les chefs des communautés, les chefs des autres religions, les comités de développement locaux.

(Photo ci-dessous) Le SG de OCDI/ Caritas Aného et les bénévoles communautaires sur les sites inondés



La bonne pratique initiée par OCDI/Caritas-Togo est adaptable et réutilisable. Les acteurs de OCDI/Caritas-Togo des diocèses autres que Kara et Aného ont convenu de s'inspirer de la bonne pratique pour organiser chez eux si besoin est, des réponses aux urgences prises en mains par les communautés en les adaptant aux conditions spécifiques de leurs diocèses. D'autres organisations Membres de Caritas Africa peuvent également exploiter ce retour d'expérience de l'OCDI/Caritas – Togo.

CONCLUSION

La bonne pratique est une valeur ajoutée pour l'ancrage territorial du réseau Caritas Togo qui peut désormais compter sur des bénévoles communautaires qualifiés non seulement pour des actions d'urgence mais également pour des actions de sensibilisation des communautés à la cohésion sociale.

CONTACTS

Pour obtenir de plus amples informations sur la bonne pratique, prière de contacter :

Komla KUTOWOGBE (228) 90 04 25 23. e-mail : kkutowogbe@gmail.com et

Komla ADJAHO, Tel (228) 90 38 95 25. e-mail: mkomlaadjaho@gmail.com

Liens Internet où l'article sur la bonne Pratique peut être consulté :

Site web OCDI/ Caritas-Togo: www.ocdi-caritas-togo.tg

[https:// caritas-africa.org](https://caritas-africa.org) et le magazine numérique :

e-Magazine Caritas Africa N° 45, Avril 2021

RIPOSTE ANTI EBOLA : CONSCIENTISATION PAR L'EXEMPLE

2.2

RDC

Contexte

La République démocratique a été confrontée à la 10ème épidémie de la Maladie à virus Ebola dans sa partie Est, notamment au Nord-Kivu, en Ituri et au Sud-Kivu, du 01 août 2018 au 25 juin 2020, soit 23 mois, alors que la province de l'Equateur fait face à une nouvelle épidémie. Cette épidémie a été la pire épidémie d'Ebola de son histoire, qualifiée « d'urgence sanitaire de portée internationale par l'OMS ». Elle est la deuxième plus grave épidémie au monde et la première dans une zone de conflit armé. Au total, la région a enregistré 3.470 cas de fièvre hémorragique, dont 3.324 cas confirmés de la Maladie à virus Ebola et 153 cas probables. 2.287 décès ont été signalés, dont 2.134 de cas confirmés. 1.171 personnes ont été guéries d'Ebola. À l'heure où les pays du monde entier font face à la pandémie de COVID-19, la riposte à Ebola en RDC offre des enseignements précieux. La plupart des mesures de santé publique qui sont parvenues à arrêter Ebola au Nord Est de la RDC, sont celles-là mêmes qui sont désormais essentielles pour enrayer la COVID-19 à savoir: trouver, isoler, tester et prendre en charge chaque cas et chercher sans relâche chaque contact, respecter les gestes barrières. La surveillance à base communautaire et la force de l'exemple des autorités morales sont les marqueurs de la bonne pratique initiée par Caritas Congo Asbl.

La Bonne Pratique

Caritas Congo, Asbl a œuvré dans la commission Communication sur le risque et engagement communautaire en se focalisant essentiellement sur le renforcement de la dynamique communautaire et l'engagement par l'exemple d'autorités morales: les Évêques. Caritas Congo Asbl a enclenché principalement l'interaction participative dans le secteur de la communication entre les différentes composantes d'une communauté à travers l'engagement, la participation et le leadership communautaire. Dans la plupart des villages, la dynamique communautaire avait tendance à se reposer sur les seuls Relais Communautaires (RECO) et les membres du Comité de développement de la santé. Pourtant, elle devait s'appuyer sur toutes les forces vives de la communauté représentant les différents secteurs : la santé, l'éducation, la protection et la sécurité alimentaire.



Pour ce faire, Caritas Congo Asbl a mis en place des cellules d'animation communautaire (CAC), en suivant un peu le modèle CEVB: Communautés Ecclésiales Vivantes de Base dans les paroisses, fondement de l'Eglise-Famille de Dieu, qui réunit toutes les forces vives au sein d'une paroisse.

Implication des leaders religieux dans la lutte contre les rumeurs (photo ci-dessus à gauche: Évêque de Butembo plantant un bananier, symbole traditionnel de la vie dans le milieu).

Grace à l'implication des leaders religieux, les communautés se sont montrées davantage ouvertes aux différents messages clés de la riposte anti Ebola.

L'Évêque de Butembo par exemple, a prêché par l'exemple en se faisant vacciner contre Ebola, lui et quelques prêtres présents, lors d'une visite au sein de l'épicentre de cette épidémie à mangina.



La communauté qui au départ était réticente à cette activité, a de plus en plus commencé à adhérer progressivement à cette stratégie qui a arrêté la chaîne de contamination. Les membres de la communauté sont partis se faire vacciner. L'exemple de l'Évêque a facilité l'appropriation de la stratégie vaccinale par la communauté.

L'Évêque de Butembo Beni a multiplié des visites aux malades dans les centres de traitement d'Ebola à Mangina, à Beni et à Butembo. Grace à ces visites, les malades atteints d'Ebola ont été réconfortés. L'Évêque a encouragé les personnes guéries à témoigner et à expliquer aux autres qu'on peut guérir d'Ebola, afin de réduire la peur et d'inviter les gens à se faire dépister volontairement. En prêchant par l'exemple, l'Évêque s'est fait vacciner contre Ebola.

La méthodologie appliquée fut :

- ✓ **Le renforcement des capacités, encadrement et suivi des prestataires** : dès le début du projet, tous les agents impliqués dans le projet ont été informés des tenants et des aboutissants du projet notamment sur le planning des activités. Il en fut de même à propos de la stratégie mise en place et de la coordination dans le reportage. Tous les agents ont été initiés à la lecture et à l'interprétation des messages clés et de l'utilisation de la boîte à images. Des kits de protection individuelle ont été fournis au personnel de Caritas. Le personnel de première ligne dans la communication fut vacciné.
- ✓ **La Mise en place d'un système d'alerte précoce** par les agents communautaires (volontaires), les tradipraticiens, et les communautés de veille.

Parties prenantes

En première ligne se trouvent les Communautés Ecclésiales Vivantes de Base qui ont porté au sein des communautés les messages simples mais essentiels : le lavage des mains, la distanciation sociale avec les cas contacts et le gel des rites funéraires des personnes ayant succombé à Ebola. Les tradipraticiens furent également des parties prenantes.

L'autorité morale, l'Évêque du Diocèse de Butembo-Beni fut la locomotive qui a entraîné et dynamisé la promotion de la communication pour le changement de comportement pour endiguer l'épisode 2018-2020 de l'Ebola dans le diocèse. Caritas Congo Asbl a aussi collaboré avec la coordination de la Direction Provinciale de Santé, les acteurs de zone de santé. Au niveau national, les missions de l'UNICEF et de l'OMS furent également des parties prenantes de la bonne pratique initiée par Caritas Congo Asbl.

Facteurs clés ayant contribué au succès de la bonne pratique

- **Analyse socio-anthropologique obligatoire :**

Il faut avant toute intervention, chercher à connaître l'âme d'un peuple, ses us et coutumes pour mieux « inculturer » et humaniser la stratégie de la riposte. Cette prise en compte des facteurs culturels s'est avérée très efficace dans l'organisation des enterrements dignes et sécurisés, acte par lequel, les équipes de la riposte et la famille du défunt conviennent d'organiser un enterrement digne et sécurisé dans le strict respect des exigences médicales et des us et coutumes.

- **Coordination des activités de prestation au niveau communautaire :**
Dénombrement/identification de la population, Gestion des points de chloration et points publics de lavage des mains. Maintenance des ouvrages hydro-sanitaires, Gestion de site des soins communautaires et Suivi communautaire.

- **Assurer la redevabilité envers les communautés** : des points réguliers de la situation furent faits aux communautés (Feedback communautaire)
- **Accompagnement psycho-social (APS) et surveillance à base communautaire.**
Collecter et centraliser les préoccupations et les plaintes de la **communauté en lien avec la réponse, les partager avec les équipes de la réponse**, Assurer le retour des équipes de la réponse vers la communauté, Accompagner les équipes sur terrain pour répondre à certains feedbacks, aider à mettre en place un mécanisme de plaintes sensibles (adhérer à la politique de sauvegarde/safeguarding). Implication des bénévoles de Caritas pour identifier et faire le suivi des visiteurs dans le village/quartier/avenue. Signaler et informer tout cas de maladie/décès aux équipes de la réponse, faciliter le transfert des malades vers les centres de traitements et de dépistage : numéro vert, faciliter l'identification et le suivi des contacts, Accompagner les équipes de la réponse qui interviennent dans le village.
- **Promouvoir les mesures préventives** : réalisation des visites porte à porte par les Relais Communautaires. Les relais communautaires ont appuyé la diffusion des messages essentiels de la réponse dans les villages, quartiers/cellules/blocs. Ils ont, essaimé des supports : placement des affiches, distribution des dépliants dans les ménages et dans les écoles du village/de la cellule. Il y a une synergie entre les différents crieurs (messagers publics des chefs coutumiers) et les relais communautaires dans les quartiers.

Leçons apprises

La situation sécuritaire et la résistance communautaire peuvent être considérées comme des raisons fondamentales qui expliquent à ce jour pourquoi l'épidémie d'Ebola au Nord-Kivu et en Ituri n'a pas été arrêtée à temps. «Dans la lutte contre le virus Ebola, vous pouvez passer de 100 à 10 en termes de nombre de cas, mais passer de 10 à zéro est l'étape la plus difficile» a toujours déclaré Emmanuel Bofoe, point focal Caritas Congo, asbl affecté pour appuyer le Diocèse de Butembo-Beni dans le cadre de cette riposte.

Dans un effort accru d'endigement du virus et en vue d'arriver à zéro cas, grâce à l'appui financier de Cafod et aux aptitudes acquises du projet RECHANGE, nous pouvons à ce jour partager de bonnes pratiques que nous estimons réutilisables dans les autres sites, dans le but de contribuer à l'éradication de l'épidémie Ebola dans notre milieu.

✓ L'exemple incitatif des autorités morales

L'exemple des autorités morales qui ont une réelle notoriété dans la communauté est un mode essentiel de persuasion du grand public. La preuve par l'exemple, notamment l'exemple des Évêques

a favorisé l'adoption de nouveaux comportements pour contenir voir éradiquer Ebola. La conviction que l'on met dans les choses est déterminante. Elle représente l'engagement, l'investissement personnel. Cette détermination engage l'autre.

✓ **La communauté comme levier central**

« La lutte contre le virus Ebola ne peut être gagnée qu'au niveau communautaire » a déclaré Emmanuel Bofoe. C'est pourquoi Caritas Congo Asbl a focalisé sa stratégie de communication sur les leaders des communautés à la base. Petit à petit, les communautés ont commencé à comprendre que l'Eglise à travers la Caritas est là pour les soutenir, que ce soit, dans les moments de tristesse ou les moments de joie.

80 volontaires de Caritas de la paroisse Christ Roi de Tamende par exemple ont été affectés vers les quartiers, les cellules et les shrikas pour appuyer les équipes de la sensibilisation. « Nous n'allons pas les abandonner, ont-ils souvent répété malgré les différentes résistances et incompréhensions ». Cette relation de confiance restaurée entre les équipes de la Riposte et la population n'aurait pas eu lieu si les volontaires de Caritas avaient renoncé à la lutte contre les rumeurs, la désinformation et la réticence.

Une opération de taille a été lancée dans les aires de santé de Tamende, Mabakanga et Boikene, opération appelée : **Opération Kifagiyo** (opération coup de balai). Pour maman Jeanne Kavira, membre du collectif des femmes de Béni, bénéficiaire des activités de Caritas, « chacun doit tenir entre ses mains un balai pour bouter Ebola en dehors de sa famille. La lutte contre Ebola devra se mener au niveau individuel, comme au niveau communautaire. Le lavage des mains est un acte individuel. Mais le balayage du foyer est un exercice de protection communautaire». Il faut nettoyer nos familles, nos avenues, nos foyers, afin de bouter Ebola dehors ».

L'un des faits qui ont été à l'origine de la propagation de cette épidémie dans notre milieu a été entre autres, la présence des tradi-praticiens et des maisons des prières pour les malades. En effet, les volontaires de Caritas ont identifié environs 65 tradi-praticiens dans les trois aires de santé de Mabakanga, Tamende et de Boikene. Un dialogue communautaire a été organisé afin d'évaluer l'impact des différents briefings des leaders communautaires dans ces aires de santé. Il s'est avéré que : les tradi-praticiens continuaient à héberger chez eux, certains cas suspects, pour des motifs purement financiers, et qu'eux-mêmes, n'ont aucune notion de protection et de prévention, aucun matériel de protection et de désinfection (gants, thermomètres à flash, points d'isolement,...). Certains tradi-praticiens ont compris et ont adhéré à la stratégie de la riposte et ils ont été parmi des gens qui ont fait beaucoup d'alertes.

Conseils pour l'adaptation et la réutilisation de la Bonne Pratique

✓ La lutte contre les rumeurs et les résistances :

Face à la résistance de la communauté Caritas a entrepris une forte campagne de mobilisation des chefs de base de 17 quartiers de Butembo , de 3 localités de Masereka ainsi que des leaders de (8) réseaux sociaux importants de Butembo et des groupes de pression locaux identifiés; "Bunyuka", "Kahondo", "Veranda mutsanga" et "les patriotes Mutiri". L'adhésion de ces publics cibles au plan d'engagement communautaire élaboré par la Caritas Congo ASBL, fut capitale dans la lutte contre les résistances communautaires et les rumeurs.

✓ L'intensification de la surveillance communautaire

Il faut intensifier et améliorer la surveillance communautaire en mettant en place un système permanent et rapide d'alerte précoce des (cas suspects, contacts perdus de vue, décès communautaires et résistances).

✓ La formation à tous les niveaux : engagement de l'Eglise catholique.

L'appui financier de Cafod à Caritas Butembo-Beni a contribué à la formation des prestataires de soins de santé à la gestion des cas de Maladie à Virus Ebola. et à la surveillance épidémiologique . Cet appui a également permis la formation des Relais Communautaire (RECO), des chauffeurs membres d'Association des Conducteurs du Congo (ACCO) et des chefs religieux et communautaires. Cet appui a permis à la Caritas Butembo-Beni de rendre les kits de lavage des mains disponibles dans les lieux publics (routes principales, parkings des autobus et taxis ACCO, marchés, églises, écoles, etc.) ainsi que dans les établissements de santé.

✓ Forte implication de l'Eglise

Les premiers responsables de l'Eglise catholique dans les diocèses touchés par Ebola ont été aux avant postes de la riposte anti Ebola.

Monseigneur Sikuli Paluku Melchisédech, l'évêque du diocèse de Butembo-Beni, a demandé aux prêtres, aux religieux, aux religieuses, aux agents pastoraux et aux fidèles laïcs de son diocèse « de strictement respecter une série de mesures par rapport à la célébration des funérailles chrétiennes. » Dorénavant, la célébration des funérailles dans les églises paroissiales est conditionnée à la présentation d'une attestation de prélèvement médical, aussi appelée « SWAB ». Il s'agit du prélèvement d'un échantillon de salive de la personne décédée qui est alors testé au laboratoire pour déterminer si la personne était contaminée par le virus Ebola.

Les bénévoles accompagnateurs des malades qui portent le Saint Sacrement à domicile ou dans les structures sanitaires doivent s'assurer de l'état des malades et prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter que l'administration du Saint Sacrement ne devienne une source de

contamination ou de propagation de l'épidémie. En cas de résistance d'une famille ou d'un quartier face à ces nouvelles mesures, le service pastoral était momentanément suspendu. Monseigneur Skuli Paluku Melchisédech avait lancé, en décembre 2020 dernier, la campagne « Famille Sans Ebola », une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la campagne citoyenne « Ebola, Pas Chez Moi ».

L'Eglise a ainsi fortement favorisé l'implication des shirika dans la lutte contre les résistances et les rumeurs communautaires. Le cas de Ndindi à Beni en est un exemple, où Grace à l'implication des shirikas, les résistances face aux enterrements dignes et sécurisées ont été levées.



Dialogue communautaire avec les chefs des cellules, des Communautés Ecclesiales vivantes et les tradipraticiens de la zone de santé de Béni (AS Tamende, Mabakanga et Boikene) en présence des responsables de Unicef, de OMS et du Ministère de la Santé. Ci-dessus : Photos jeunes bénévoles Caritas.

CONCLUSION

L'Église en RDC grâce la notoriété de son personnel religieux et des laïcs a une expertise avérée dans la mobilisation communautaire et la sensibilisation. La force de l'exemple des exemples combinée à l'engagement communautaire ont contribué de manière significative à la fin de l'épisode 2020 d' Ebola. L'église catholique a pu fédérer les autres églises dans la lutte.

La bonne pratique initiée par Caritas Congo Asbl est adaptable et répliquable dans d'autres contextes.

CONTACTS

Pour obtenir de plus amples informations sur la bonne pratique, prière de contacter :

Emmanuel Bofoe

Chargé des projets Urgence Caritas Congo, asbl

E-mail : ebofoe@caritasdev.cd

Tél : +243 81 200 34 52

Caritas Congo ASBL

e-mail : directeur@caritasdev.cd

Liens Internet sur lesquels l'article sur la bonne pratique peut être consulté :

[https:// caritas-africa.org](https://caritas-africa.org) et e-Magazine Caritas Africa N°45, Avril 2021

2.3

Burundi

TRANSFERT MONÉTAIRE ET DIGNITÉ DES BÉNÉFICIAIRES

Le Burundi est à la fois un pays d'accueil et un pays de départ de réfugiés. Pour répondre aux demandes exprimés par les réfugiés et les autres populations vulnérables que Caritas Burundi sert, Caritas a expérimenté diverses formes de prise en charge.

Un recul par rapport aux pratiques de prise en charge des personnes servies a permis à Caritas Burundi de constater que la dignité des personnes que Caritas sert n'était pas suffisamment prise en compte.

Aussi Caritas Burundi a-t-elle porté son choix sur le transfert monétaire pour préserver et respecter la dignité des personnes qu'elle sert. Avec le projet RECHANGE, Caritas Burundi a l'opportunité de partager l'expérience acquise dans la pratique du transfert monétaire et la promotion de la dignité des personnes servies.

Caritas Burundi n'a pas inventé le transfert monétaire. Toutefois, les enseignements pouvant être tirés de la mise en œuvre de la pratique du transfert monétaire par Caritas Burundi sont nombreux, et enrichissants. Ces enseignements constituent le cœur du présent récit de bonne pratique.

La bonne pratique

L'expérimentation du transfert monétaire, en dehors des camps des réfugiés, dans le réseau Caritas Burundi, a commencé par un essai dans un petit projet de 6 mois financé par CRS. Le projet pilote a eu pour public cible direct 3000 ménages du Diocèse de Ngozi. Il s'agissait d'un essai car l'autorité publique et l'administration au début étaient réticentes, arguant que cette modalité venait bouleverser la stratégie d'assistance qui avait cours dans le pays.

Ensuite, l'extension de l'assistance par « Bon Papier » l'année suivante (2017) dans les Diocèses de Muyinga et Bubanza pour assister 2500 ménages victimes du déficit hydrique a administré la preuve de l'efficacité et de l'utilité du Transfert Monétaire.

Le Gouvernement, sentant la volonté de tous les acteurs humanitaires intervenant à travers le cash, et par le biais du Groupe de Travail sur le Transfert Monétaire (GTTM) dont Caritas Burundi était membre, a décidé la généralisation de la pratique du Transfert Monétaire à travers un projet d'envergure nationale et qui assiste les vulnérables ayant la force de travailler pour se relever.

Le lancement du projet de rapatriement volontaire de réfugiés Burundais au Burundi au dernier trimestre de l'année 2017 a renforcé l'usage du transfert monétaire dans le réseau Caritas Burundi.

Au niveau national, le Transfert Monétaire fut adopté par l'ensemble des acteurs humanitaires et les acteurs étatiques.

Points forts

Le « Transfert Monétaire » avait été précédé par la distribution directe des vivres et la distribution directe du cash pour l'auto-provisionnement. L'introduction du « Bon papier et bon électronique » particulièrement dans les camps des réfugiés se sont montrés plus performants comme moyens d'assistance sécurisés lors des assistances aux bénéficiaires. Son usage par Caritas Burundi a présenté un certain nombre d'avantages (bien que les points faibles ne manquent pas)

Incidences majeures de la bonne Pratique

Préservation de la dignité des bénéficiaires qui ont la latitude de choisir eux et elles-mêmes des biens qui répondent à leurs besoins prioritaires. Les longues files des bénéficiaires pour recevoir les vivres et les non vivres ont disparu.

L'exposition au soleil et la bousculade en particulier des personnes âgées, des femmes enceintes et des personnes vivant avec des handicaps est supprimée.

Le libre accès aux denrées en fonction des besoins exprimés, et à la hauteur de la valeur des coupons est devenu la norme.

En apportant plus de choix aux bénéficiaires pour la satisfaction de leurs besoins et en leur fournissant de l'aide au travers des comptes bancaires ou de coupons échangeables, les bénéficiaires s'accordent pour percevoir la pratique de transfert monétaire comme une façon plus digne de recevoir de l'aide.

Le personnel de Caritas Burundi et celui des Caritas diocésaines réduisent leurs déplacements dans des environnements volatiles et fragiles. Ainsi, leur sécurité humaine est préservée.

Parmi les nombreux avantages du transfert monétaire, on peut relever ce qui suit :

- ✓ Le transfert monétaire apporte des sources de revenus alternatives et l'opportunité de restaurer les moyens d'existence des réfugiés et des personnes vulnérables.
- ✓ Le transfert monétaire stimule l'économie locale.
- ✓ Le transfert monétaire est exempt des coûts de manutention et de la logistique des vivres.
- ✓ En laissant aux bénéficiaires le choix des denrées à acquérir, le transfert monétaire participe à la responsabilisation et à la valorisation des bénéficiaires
- ✓ Le transfert monétaire réduit les cas de violences physiques dans les ménages face à la manipulation de l'argent liquide.
- ✓ Avec le transfert monétaire, il y a réduction des cas de détournement de l'usage et de vols par des braqueurs en route lors du trajet de retour des bénéficiaires chez eux.

Facteurs clés de succès de la bonne pratique

La sensibilisation, la participation et la responsabilisation furent les facteurs clés de succès du transfert monétaire mis en œuvre par Caritas Burundi.

- La sensibilisation a consisté à donner la parole aux vieux, aux vieilles, aux femmes et aux jeunes pour circonscrire leurs attentes par rapport à l'intervention envisagée.
Caritas Burundi a partagé avec les bénéficiaires le maximum d'informations afin que ces derniers non seulement se reconnaissent dans les objectifs, mais aussi fassent valoir leurs opinions sur le transfert monétaire qui leur est dédié. La sensibilisation a été caractérisée par **l'Ecoute et le Dialogue** avec les structures locales de base, les hommes et les femmes responsables des aires du projet et les institutions de voisinage des zones proches des camps des réfugiés. Ainsi l'ensemble des autorités locales, des acteurs clés des camps furent informés sur les objectifs, les modalités de mise en œuvre de l'opération et le calendrier de la mise en œuvre. Ce faisant, Caritas Burundi a suivi les principes fondamentaux en termes de responsabilité, de participation, de dignité et de transparence comme stipulés dans le code de conduite de Sphère et les Normes de Gestion de Caritas Internationalis, principes réaffirmés dans les sessions de formation du projet RECHANGE, une action de renforcement des capacités des acteurs de secours d'urgence des Caritas parties prenantes du projet.
- La responsabilisation : en offrant plus de choix aux réfugiés pour la satisfaction de leurs besoins, en leur fournissant de l'aide via les établissements bancaires (Banque Commerciale du Burundi et EcoBank). Caritas Burundi s'est efforcée de servir le plus efficacement et de manière professionnelle et responsabilisante les réfugiés.

Parties prenantes

Caritas Burundi a collaboré avec la Banque Commerciale du Burundi et EcoBank. Ce sont ces deux établissements financiers qui ont presté les services financiers aux publics cibles des camps des réfugiés. Ont été également parties prenantes de la mise en œuvre de la bonne pratique du Transfert Monétaire : les autorités locales des zones abritant les camps des réfugiés, les responsables hommes, femmes et jeunes des réfugiés ainsi que les leaders des communautés riveraines des camps de réfugiés. Le Groupe de Travail Transfert Monétaire fut également l'une des parties prenantes de la bonne pratique. En première ligne, des responsables cooptés par les bénéficiaires furent également des parties prenantes de la bonne pratique.

Les parties prenantes ont eu voix au chapitre dans la prise de décisions, et les responsables de la mise en œuvre de l'opération Transfert Monétaire ont fait du mieux possible pour répondre aux besoins des publics cibles directs à savoir les réfugiés.

Leçons apprises

- ✓ Le passage d'une distribution directe des vivres à l'assistance par « Transfert monétaire » est venu résoudre pas mal de défis auxquels étaient confrontés Caritas Burundi et les réfugiés que Caritas Burundi servait.
- ✓ Le transfert monétaire est une modalité d'assistance valorisante, responsabilisante et qui préserve la dignité du service offert.
- ✓ Le transfert monétaire est le moyen sécurisé et protégé dont les effets à long termes sont porteurs de fruits car entre une distribution d'un bon et un autre, le ménage bénéficiaire a le temps de faire ses planifications et ses priorités.
- ✓ Le transfert monétaire est apparu comme un outil transformatif pour répondre au mieux aux besoins des plus vulnérables. Il est efficace et potentiellement reproductible.

Pour l'adopter et l'adapter il faudrait faire une analyse régulière du contexte et des risques pour que le transfert monétaire soit l'option pertinente qui se présente dans le contexte.

Conseils pour l'adoption et la réutilisation de la bonne pratique

Pour réussir une telle opération, il est important de :

- Construire et/ou développer au sein de l'organisation des capacités de mise en œuvre du Transfert Monétaire.
- Mettre en place un dispositif de protection des données personnelles des bénéficiaires pour limiter et si possible bloquer le risque de fuite des données personnelles. Ainsi, on éviterait que les bénéficiaires soient des cibles d'attaque pour la simple raison qu'ils ou elles reçoivent de l'aide sous forme monétaire.
- S'assurer lors de l'identification des bénéficiaires, que des personnes ressources neutres connaissant bien le milieu et les populations cibles sont impliquées dans le processus.
- Sensibiliser davantage à la fois les bénéficiaires, les populations des zones d'accueil pour que l'opération ne détériore pas les pratiques culturelles d'hospitalité, de partage des ressources des communautés avec des personnes victimes, de chocs, de crises d'origine naturelle ou humaine. Il y a des risques dans les zones de mise en œuvre du transfert monétaire que l'accueil de personnes affectées par des crises et des chocs devienne un enjeu financier.

Le transfert monétaire est limité dans le temps. Pour que les effets de l'opération persistent au-delà du temps de l'opération, il est conseillé de coupler le transfert monétaire avec la promotion des Activités Génératrices de Revenus au bénéfice des communautés d'accueil des réfugiés, des réfugiés, des déplacés internes et des rapatriés volontaires. Ainsi, l'on contribuerait à l'amélioration

pérenne des moyens d'existence des communautés d'accueil et l'on outillerait les personnes réfugiées et les personnes déplacées internes et des personnes rapatriées volontaires à générer des ressources après la phase projet.

Le choix de la méthodologie d'intervention est donc particulièrement déterminant pour réussir une intervention de Transfert Monétaire. La compatibilité avec le contexte local est nécessaire. Outre l'analyse des besoins des populations, les facteurs les plus déterminants sur le choix de la méthodologie sont l'état de fonctionnement du marché et ses capacités et les risques sécuritaires encourus par les bénéficiaires, les équipes d'intervention et les partenaires.

Il est donc nécessaire de réaliser un bon diagnostic en amont et de s'assurer que la méthodologie d'intervention choisie prend en compte l'ensemble des risques potentiels et s'assurer de les mitiger.

CONCLUSION

Même après le délai d'exécution de l'opération Transfert Monétaire, Caritas Burundi est restée près des réfugiés et des communautés d'accueil pour co-construire avec eux des alternatives pour améliorer leur qualité de vie. La dignité des personnes victimes de catastrophes et des communautés d'accueil est une constance du service que rend Caritas Burundi.

CONTACTS

Pour obtenir de plus amples informations sur la bonne pratique, prière de contacter

Diomède GIRIGI ; Tél : +257 79 256 031 ; e-mail : diomdegirigi@gmail.com

Abbé John Bosco NINTUZE Tél : +257 71 13 309 ; E-mail : caritas.burundu@yahoo.com

On peut consulter le récit d'expérience : Transfert Monétaire et Dignité des Réfugiés au Burundi sur :
les liens Internet

[https:// caritas-africa.org](https://caritas-africa.org) et le magazine numérique :

e-Magazine Caritas Africa N° 45, Avril 2021

Contexte

A l'instar des autres pays sahéliens, le Sénégal connaît des cycles de sécheresses saisonnières et des inondations saisonnières.

Ces chocs touchent fortement les populations rurales et plus sévèrement encore les ménages les plus vulnérables des populations rurales. Les moyens d'existence des populations rurales notamment les plus vulnérables sont sévèrement affectés. La problématique de l'accès des populations rurales vulnérables à une alimentation en quantité en qualité suffisantes devient complexe. Les populations rurales sont très marquées par les cycles de chocs répétitifs et l'insécurité alimentaire.

Cette situation de précarité est plus visible au niveau des exploitations familiales rurales qui subissent de manière récurrente, les effets négatifs des chocs induits par les cycles de sécheresse et d'inondations saisonnières. La situation de ces ménages est d'autant plus précaire que leur base de production reste très fragile avec : (i) de faibles moyens pour entreprendre des activités économiques, (ii) peu d'accès aux intrants et équipements agricoles de qualité, (iii) accès très limité aux terres arables, (iv) gestion solitaire et irrationnelle des ressources du ménage par le chef de ménage, (v) faible capacité d'innovation et d'adaptation.

Les populations rurales, notamment dans sa composante la plus vulnérable sont non seulement exposées aux risques de catastrophes mais restent démunies à la survenue des chocs, des risques et des catastrophes. Les interventions portant sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont montré leurs limites. Il fallait innover pour contribuer à la résilience les populations vulnérables.

La bonne pratique

L'exposition fréquente des populations rurales à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a interpellé Caritas Kaolack.

Caritas Kaolack au Sénégal a choisi d'intervenir à une échelle suffisamment proche des ménages ruraux. L'innovation majeure de l'approche est de mettre l'accent sur l'échelle ménage qui est en fait l'espace de prise de décision et de mise en œuvre des stratégies de sécurité alimentaire et de réponses aux urgences. En plaçant les ménages au cœur de la démarche d'appui à l'exploitation familiale dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel, Caritas Kaolack a contribué au renforcement de la résilience des populations vulnérables des régions où l'approche innovante a été mise en œuvre.

Des initiatives conçues et prises en main par des ménages ruraux visant la structuration et la professionnalisation des principales filières agro pastorales favorisant les complémentarités pour une amélioration des revenus ont émergé dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel. Les exploitations familiales se trouvent redynamiser grâce au renforcement des capacités des petits producteurs et petites productrices. Des techniques culturales améliorées tenant compte de la préservation des ressources et du climat sont utilisées par les Unités Paysannes appuyées par Caritas Sénégal. Les Unités Paysannes réalisent des projets éco-structurants.

Incidences majeures de la Bonne Pratique

L'approche innovante a contribué dans les régions où elle est expérimentée à :

- ✓ L'augmentation de la production agricole dans la plupart des ménages bénéficiaires. Ceci a permis une couverture des besoins céréaliers pour 62,5% des ménages publics cibles directs.
- ✓ La responsabilisation des familles à se prendre en charge et à chercher à se prendre en charge et à se constituer des filets de sécurités grâce aux projets familiaux
- ✓ La mise en place de systèmes d'anticipation des crises et de gestion des incertitudes assez fonctionnels à l'image du warrantage et des banques céréalières (construction et équipement de magasin céréalier)
- ✓ L'émergence et le développement de l'épargne pour permettre aux ménages de compter d'abord sur leurs moyens propres dans le financement de certains de leurs investissements mais aussi de s'ouvrir aux systèmes financiers décentralisés pour satisfaire leurs besoins de financement.
- ✓ L'apparition d'Organisations paysannes représentatives qui s'affirment de plus en plus dans le processus de développement local (plaidoyer et lobbying) pour l'amélioration des conditions concrètes d'existence des communautés rurales : entre autres : la sécurisation du foncier.
- ✓ Un environnement de production plus favorable et sécurisé, grâce à de petits investissements adaptés (clôtures grillagées, puits, bacs de jardins, petits matériels de transformation)

Facteurs clés de succès de la bonne pratique

L'un des facteurs clés de réussite de l'approche novatrice a été la capacité de Caritas Kaolack à admettre les limites de ses anciennes approches d'intervention d'appui au monde rural. La forte implication des responsables des Unions Paysannes, des femmes agricultrices et des jeunes ruraux dans la recherche d'alternatives pour renforcer la résilience des ménages vulnérables a facilité

l'identification conjointe de l'approche ménage et son appropriation par les publics cibles directs avec qui Caritas Kaolack travaille dans le milieu rural.

Les effets tangibles (accès aux moyens de stockage post-récolte, possibilités de transformation des produits agricoles sur place) ont grandement contribué à l'adoption des pratiques culturelles améliorées en lien avec l'approche ménage expérimentée dans les régions d'intervention de Caritas Kaolack. La structuration de l'équipe de Caritas Kaolack en pools techniques, qui interviennent de manière tournante dans les différentes sous zones en fonction des problématiques qui émergent au fil de l'eau de la mise en œuvre de l'approche ménage fut également un facteur explicatif de la réussite de la bonne pratique. Il faudrait aussi souligner que l'approche fut conçue comme un paquet de soutiens aux ménages vulnérables pour leur permettre d'être des acteurs de leur bien-être intégral en temps normal comme en temps de chocs et de crises.

L'essaimage dans le réseau Caritas Sénégal des compétences fondamentales en organisation du monde rural, la préparation et les réponses de secours d'urgence et de réductions des risques, compétences fondamentales acquises par les cadres du secrétariat national de Caritas Sénégal de plusieurs projets parmi lesquels le projet RECHANGE, a permis à Caritas Kaolack d'innover et d'accompagner les ménages ruraux vulnérables vers une plus grande résilience.

Le cycle de mise en œuvre de l'approche a inclus de rencontres périodiques de réflexions, d'analyse de toutes les parties prenantes pour apprécier de manière collégiale comment sont menées les activités et surtout comment ces activités sont perçues par ceux et celles qui sont à la fois les acteurs, les actrices et les bénéficiaires, de telle sorte que leurs perspectives respectives soient prises en compte. Au terme des échanges, des ajustements furent apportés pour faire mieux. Caritas Kaolack s'est montrée flexible pour ajuster, décaler voire reformuler certaines activités au regard des réalités et des difficultés rencontrées entre 2018 et 2020, période sur laquelle fut déployée l'approche appui aux ménages ruraux pour renforcer leur résilience.

Un autre facteur ayant favorisé l'efficacité de la bonne pratique est une meilleure connaissance du terrain (maîtrise des langues vernaculaires des hommes et des femmes des régions d'intervention de Caritas Kaolack, de la culture et des pratiques locales et une meilleure compréhension des dynamiques locales).

Le découpage de la zone en trois sous zones agro-écologiques pour différencier et offrir des services appropriés à chaque sous zone a aussi été un facteur de succès de l'approche ménage initiée par Caritas Kaolack.

Parties prenantes

Ont été parties prenantes dans la phase de diffusion entre 2018 et 2020, 1000 ménages. Les Unions Paysannes ont fortement contribué au financement des activités. Elles ont également assuré le suivi et le conseil auprès des ménages avec la mise à disposition de 25 animatrices et animateurs. La Mutuelle d'Épargne et de Crédit (MEC) a été habilitée à mener des activités de micro crédit. Elle a reçu des fonds pour le financement des projets de vie des ménages et a participé au recouvrement des crédits.

Leçons apprises

- ✓ L'approche ménage constitue l'échelle la plus viable pour asseoir les bases durables d'une sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté et des risques auxquels la plupart des ménages ruraux sont exposés. En effet, comprendre les causes profondes des difficultés vécues par les ménages ne peut se faire ni à travers les groupes élargis, dont les membres ont des préoccupations parfois différentes, ni sur la base d'extrapolations à partir de modèles prédéfinis.
- ✓ L'approche ménage a ses exigences et ses contraintes surtout en temps : il faut donner du temps au temps pour comprendre le fonctionnement du ménage, un temps pour être accepté par le ménage, créer la confiance entre l'accompagnateur technique et le ménage et un autre temps pour jeter les bases d'une collaboration franche et sincère.
- ✓ Les Unions Paysannes (UP) constituent des structures représentatives et crédibles pour une meilleure appropriation des projets de développement rural et de relèvement post crises. En effet, la bonne gouvernance globale qui règne au sein des Unions Paysannes ainsi que la confiance dont les Unions Paysannes bénéficient de leurs mandants font de ces Unions paysannes des interlocuteurs appropriés qui sont associés à toutes les réflexions, décisions concernant le devenir de chaque sous zone d'intervention.
- ✓ La synergie entre acteurs de développement, constitue un maillon important dans la dynamique de développement local. Elle favorise une bonne mutualisation des moyens, des connaissances et optimise les résultats obtenus sur le terrain grâce aux concertations préalables qui ont permis d'éviter des chevauchements, des superpositions et des dispersions des interventions.

Conseils pour l'adaptation et la réutilisation de la bonne pratique

- Il est possible que la bonne pratique initiée et mise en pratique dans le diocèse de Kaolack puisse être réutilisée par d'autres Caritas diocésaines du réseau Caritas Sénégal voir d'autres Organisations Membres de Caritas Africa.

- La réutilisation doit répondre à l'impératif de contextualisation autrement dit une adaptation aux réalités, aux conditions concrètes d'existence des populations vulnérables du milieu.
- Même dans les zones d'intervention de Caritas Kaolack, il a fallu tenir compte des réalités des sous zones agro-écologiques pour éviter d'appliquer une formule standard de l'approche ménage.
- Connaître le milieu est un préalable et un effort permanent à consentir. Ecouter, observer, participer à la vie des gens : travaux, fêtes, cérémonies, lieux divers où s'échangent les nouvelles est une autre posture cardinale à cultiver.
- Il faudrait inscrire la dynamique dans une perspective d'autopromotion pour que toute action à entreprendre parte des gens des ménages eux-mêmes ? de ce qu'ils et elles sont, ce qu'ils et elles ont, de ce qu'ils et elles savent, -ce qu'ils et elles veulent faire, de ce qu'ils et elles veulent devenir.

CONCLUSION

On l'aura deviné à la lecture de ce qui précède, la bonne pratique de Caritas Kaolack est une autre façon de répondre plus efficacement aux problèmes des ménages ruraux notamment la frange des ménages ruraux les plus vulnérables. L'innovation de l'approche ménage a porté sur les méthodes de travail, d'organisation et de services à concevoir et à mettre à disposition avec les ménages ruraux vulnérables et pour les ménages ruraux vulnérables aux fins d'améliorer leur accès aux ressources pour faire advenir des changements positifs dans leur vie quotidienne et les outiller pour faire face aux chocs et aux crises pouvant les affecter.

CONTACTS

Pour obtenir de plus amples informations sur la bonne pratique, prière de contacter :

Caritas Kaolack- Equipe Développement Rural. E-mail : caritas@orange.sn

Jean-Philippe DIOUF, e-mail : toundof@yahoo.fr.

Tél: +221 781360569 e-mail : toundof@yahoo.fr

Liens Internet où l'article peut être consulté

le sit web <https://caritas-africa.org>

et le magazine numérique

e-Magazine Caritas Africa N° 45, Avril 2021

2.5

Rwanda

DES JEUNES MOTIVÉS POUR LE VOLONTARIAT

Contexte

Caritas Rwanda travaille dans un contexte particulier. La guerre civile, puis le génocide de 1994 ont dévasté le pays. Les besoins en intervention d'urgence sont devenus prioritaires sur une longue période.

Pour répondre aux personnes dans le besoin, Caritas Rwanda a développé un réseau de volontaires.

L'écrasante majorité des volontaires était des personnes âgées. Que faire alors pour susciter le volontariat auprès des jeunes ? Il a fallu innover. Le projet RECHANGE fut une opportunité pour inciter les jeunes à s'engager dans le volontariat.

La Bonne Pratique

Les évêques ont appelé la communauté à soutenir la Caritas à travers les collectes des mois de Charité et de Miséricorde de chaque année. Des bénévoles ont été formés à cet effet. Il y avait très peu de jeunes. Caritas Rwanda était à la recherche d'alternative pour inciter les jeunes à s'engager dans le volontariat. Caritas Rwanda a cherché à savoir quels canaux utiliser pour toucher les jeunes. Ensuite la réflexion a porté sur ce qui peut motiver des jeunes à s'engager dans le volontariat. Ce travail de réflexion ayant été accompli en amont, Caritas Rwanda a procédé à la conscientisation des jeunes sur l'intérêt d'être utile à la société et agir en faveur des autres. L'accent a été également mis sur la reconnaissance que les jeunes peuvent avoir en aidant les autres et en consacrant du temps au mieux-être de la collectivité, particulièrement la frange de la collectivité qui est dans le besoin. Cette stratégie a suscité l'envie de nombreux jeunes à s'engager dans le volontariat.

Formation des volontaires à Kibuyé



Nyundo-Gisenyi :
Jeunes
volontaires en
formation



Caritas Rwanda
a saisi
l'opportunité de
formation
offerte par le
projet
RECHANGE pour

former plusieurs jeunes aux normes requises de l'action humanitaire. Caritas Rwanda a concentré ses efforts de formation de jeunes volontaires sur les diocèses Nyundo-Kibuyé, Nyundo-Gisenyi, et Cyangugu, trois diocèses périodiquement éprouvés par des catastrophes naturelles. Tous les jeunes qui ont été formés ont reçu un certificat. L'obtention de ce certificat a raffermi l'estime de soi des jeunes volontaires. Le gap entre des volontaires d'un certain âge et des jeunes volontaires (filles et garçons) a été comblé.

Parties prenantes de la Bonne Pratique

Les Évêques ont insufflé la dynamique de l'engagement des jeunes dans le volontariat. Le département des urgences de Caritas Rwanda a assumé les fonctions d'animation, de conscientisation et de formation des jeunes. Le département des urgences de Caritas Rwanda a réutilisé les acquis des formations suivies dans le cadre du projet RECHANGE dans la formation des jeunes candidats au volontariat. Les Organisations de la Société Civile qui sont en contact avec les jeunes ont facilité la communication avec les jeunes.

Leçons apprises

- ✓ Les jeunes ne s'engagent dans le volontariat que si elles et ils sont motivés.
- ✓ La motivation des jeunes est entretenue si les jeunes mènent des actions concrètes
- ✓ Quand les jeunes ont le sentiment qu'ils peuvent être utiles à la société et agir pour soulager les autres, ils s'engagent dans le volontariat
- ✓ La communication locale dans les communautés de base permet de toucher des jeunes de profils différents

Conseils pour l'adaptation de la bonne pratique

La bonne pratique de Caritas Rwanda est adaptable et réutilisable. Pour son adaptation, il faudrait dans chaque contexte :

- Identifier et activer les leviers de motivation des jeunes pour le volontariat
- Persuader les jeunes que le volontariat dans des actions caritatives conduites par l'Eglise est un cheminement sur les traces du Christ qui servait les pauvres, la veuve, l'orphelin, bref les personnes dans le besoin
- Faire le lien entre agir pour les autres et servir les autres avec l'accroissement de l'estime de soi.

Conclusion

Une chose est de susciter auprès des jeunes l'envie à l'enrôlement dans le volontariat dans les interventions d'urgences conduites par l'Eglise, une autre chose est de fidéliser ces jeunes dans le volontariat. La fidélisation des jeunes volontaires est une piste de réflexion pouvant intéresser toute la communauté des humanitaires.

CONTACTS

Pour obtenir de plus amples informations sur la bonne pratique, prière de contacter :

Thérèse NDUWAMUNGU

tnduwamungu@caritasrwanda.org

Tél : +250 787864887

Liens Internet où l'article peut être consulté

le sit web [https:// caritas-africa.org](https://caritas-africa.org)

et le magazine numérique

e-Magazine Caritas Africa N° 45, Avril 2021

NOTE DE CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce livret, de bout en bout, se donne comme un instrument d'échanges, de transfert, de transmission des capacités individuelles et collectives des acteurs du projet RECHANGE à eux-mêmes et aux autres collègues des Organisations Membres de Caritas Africa et à d'autres. Les contributrices et les contributeurs de ce produit de capitalisation, suite à leurs efforts de réflexion sur leurs actions passées, ont identifié, explicité et mis en forme leurs expériences en s'interrogeant sur les leçons tirées des expériences pour s'aider et aider leurs collègues des Organisations Membres de Caritas Africa.

Ce faisant, les contributrices et les contributeurs se sont appliqués à mettre les acquis et les chemins qui ont conduit à ces acquis au service de tous. Par le truchement de ce livret de capitalisation, les auteurs des récits d'expériences, se forment et collaborent directement à l'auto-formation des autres. Ce livret participe à la dynamique d'apprentissages, de donner et de recevoir de l'organisation apprenante vers laquelle tend Caritas Africa. Caritas Africa, via le projet RECHANGE met les acquis, les connaissances issues des expériences au service de tous.



Le contenu du livret est un capital à même d'être utilisé dans d'autres projets dans le futur.

SDC Knowledge Management Toolkit : « L'essence de l'identification et de partage de bonnes pratiques est d'apprendre des autres et de réutiliser le savoir existant. »